

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

En vingt ans notre monde a changé. Très vite !... Trop Vite ?

L'éclatement du bloc de l'Est, les tensions démographiques dans les pays méditerranéens, conséquences du sous-développement du Tiers-Monde ont exacerbé les **intégrismes** et réveillé les **nationalismes**.

L'économie s'est mondialisée et la concurrence fait rage pour la conquête des **marchés internationaux** :

- Notre industrie a dû s'ouvrir à de nouveaux secteurs tandis que d'autres disparaissaient.
- Notre agriculture dont les débouchés alimentaires sont saturés doit explorer de nouveaux marchés.
- Le commerce et l'artisanat subissent les modifications des modes de vie et de consommation.

Ce changement rapide est souvent cruel : le chômage en est la plaie la plus vive.

L'Europe qui se construit, au-delà des partis, par la volonté des peuples européens et grâce à l'obstination de quelques chefs d'Etat, fait naître **l'espoir d'un grand pôle de stabilité et de prospérité**. L'Europe et les Etats-Unis ont enfin pris conscience de la nécessité d'une impulsion concertée pour une relance de la croissance économique.

Les Français ont confié à la Gauche et à François Mitterrand, depuis 1981, la lourde tâche de faire traverser à la France cette période difficile de mutations **tout en protégeant les français et en gardant au pays son rayonnement international**. Le cap a été tenu malgré les difficultés et les adaptations.

La Gauche a réussi parce qu'elle a compris et mis en pratique ce que la Droite s'apprête à remettre en cause au risque de détruire la cohésion et l'unité nationale : **la gestion rigoureuse de l'économie est indispensable pour réussir mais elle doit s'accompagner d'un vaste effort de solidarité et d'une meilleure répartition des richesses.**

Il serait injuste et absurde que l'incurie d'une poignée d'élus qui ont terni notre image, favorise le retour de la Droite. **Cela priverait les français** - qui ont fait et font des sacrifices pour maintenir la compétitivité de nos entreprises - **des acquis sociaux qu'ils doivent à la Gauche** alors qu'ils sont prêts à en profiter pleinement dès les premiers signes de la reprise.

C'est donc aux forces de progrès, garantes de la justice sociale, de la solidarité, des libertés et des Droits de l'Homme, **fondements d'une véritable social-démocratie**, que doit revenir l'honneur de rassembler les français sur ces valeurs pour gouverner ensemble.

Fidèles à nos idées et à nos convictions, nous nous engageons :

A renforcer l'égalité des chances :

- En améliorant encore la politique d'insertion, de formation, de travaux d'intérêt collectif.
- En créant des conditions d'une mise en œuvre concertée du partage du travail.
- En poursuivant et améliorant les effets de la solidarité nationale en faveur de l'équilibre des territoires ruraux et urbains.
- En conservant la priorité à l'Education Nationale, premier service public, qui doit s'ouvrir plus largement à son environnement social et professionnel.

A assurer la justice sociale et la solidarité

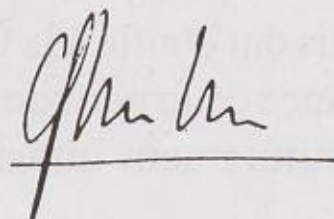
- En accélérant la construction de "l'Europe sociale".
- En maîtrisant les dépenses de santé mais en refusant la médecine à deux vitesses (une pour les riches, une pour les pauvres).
- En confortant le régime de retraite par répartition par la création d'un Fond de Garantie alimenté par les produits des privatisations.
- En repensant la fiscalité (taxe sur le foncier non bâti, taxe d'habitation, taxe professionnelle, impôts sur le revenus d'activités non productives, successions).

A accroître les espaces de liberté et améliorer l'exercice de la démocratie :

- En renforçant la lutte contre la corruption par la suppression totale des dons d'entreprises aux candidats.
- En proposant de transformer le Sénat, élu au suffrage universel, en une Assemblée des Régions.
- En faisant reconnaître le rôle du monde associatif et syndical dans l'exercice de la démocratie locale.
- En faisant évoluer le Service Militaire vers des missions d'intérêt social et collectif.
- En faisant respecter la loi, toute la loi, rien que la loi, en matière d'immigration.

Christophe DONON

Candidat de l'Alliance des Français pour
le Progrès présenté par le Parti Socialiste



André BONNEILH

André BONNEILH

Maire de Trentels, suppléant

